

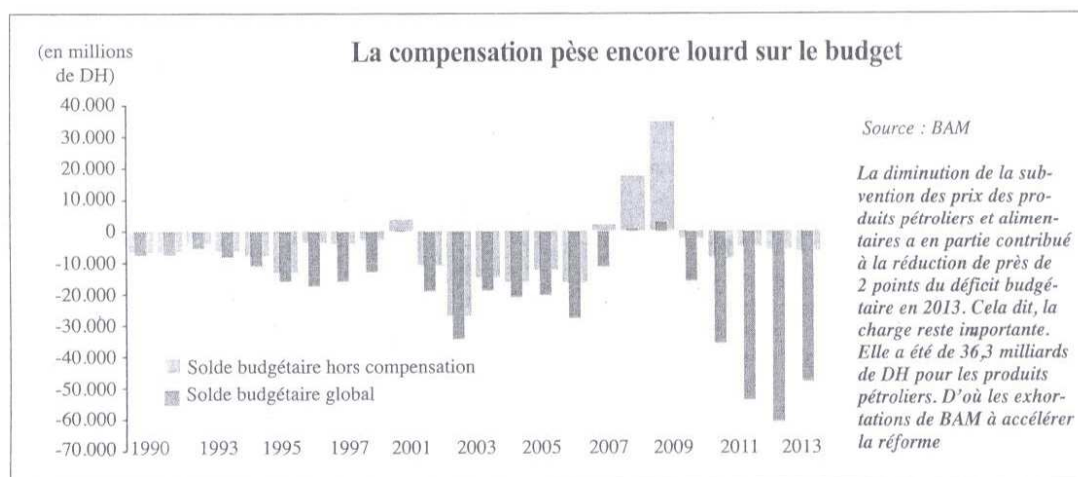
# Compensation: La réforme inachevée

• Malgré les économies, la charge reste importante

• Au-delà des produits des carburants, BAM pousse à aller sur le gaz butane

• Sa substitution par l'énergie solaire dans le secteur agricole est en discussion

LE démarrage de la réforme de la compensation et la baisse des prix des cours à l'international ont permis d'importantes économies pour le budget de l'Etat. Maintenant, il faudrait accélérer la cadence, relève Bank Al-Maghrib dans son rapport annuel. La décompensation

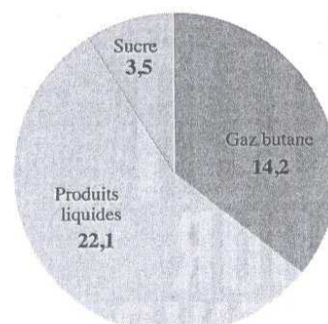


concerne jusqu'ici les produits pétroliers. Là encore, le prix du gasoil bénéficie d'un soutien de 0,8 DH par litre. Il reste à savoir si cet avantage sera maintenu après octobre prochain. La subvention des pro-

duits pétroliers s'est certes allégée, mais elle dépassait quand même 22 milliards de DH à fin 2013. Pour Bank Al-Maghrib, «l'élargissement de la réforme de la compensation devrait être accéléré pour instaurer la réalité des prix tout en mettant en place les aides et les filets pour les classes aux revenus modestes». Cela revient à s'attaquer aux autres produits. Le

substitution du gaz butane par les énergies renouvelables dans le secteur agricole. Le prix actuel du gaz butane limite totalement la concurrence d'autres sources énergétiques, estiment les professionnels. C'est un concurrent déloyal aux produits énergétiques, a laissé entendre Saïd Moulina, directeur général de l'Agence de développement des énergies renouvelables

## Analyse de la charge de compensation par rubrique en 2013



*12 milliards de DH d'économies ont été enregistrées sur les subventions des produits liquides et le gaz butane entre 2012 et 2013. Pour l'heure, la réforme concerne uniquement les produits pétroliers*

*Source: Caisse de compensation*

soutien des prix des produits alimentaires est moins coûteux. Il atteignait 3,5 milliards de DH pour le sucre. En revanche, plus de 14 milliards de DH ont été consacrés pour la subvention du gaz butane. Et c'est à ce niveau que les économies seront importantes. Sauf, que l'application de la réalité des prix sur ce produit sera moins indolore que la décompensation des produits pétroliers, surtout pour les ménages. Hors subvention, le prix du gaz butane représenterait le triple de son niveau actuel sur le marché. A court terme, l'on voit mal le gouvernement toucher à la subvention du gaz butane avec les élections qui approchent. Mais il sera amené à prendre une décision.

Des réflexions sont en cours pour la

et de l'efficacité énergétique, de passage au Club de L'Economiste. La principale difficulté est d'assurer le passage d'une source à l'autre en douceur. Pour le ministère des Finances, il s'agira donc de trouver la bonne méthode pour avoir des prix de l'énergie qui ne sont pas très éloignés des niveaux auxquels sont habitués les opérateurs. La démarche du gouvernement semble une façon de préparer les esprits à un abandon, sans doute progressif, de la subvention du gaz butane. □

F.Fa



# L'emploi précaire gagne du terrain

• A peine 36% des salariés disposent d'un contrat

• Les deux tiers dépourvus d'une couverture sociale

LE marché de l'emploi continue de broyer du noir. En 2013, il s'est créé à peine 26.000 postes en milieu urbain contre 48.000 en 2012 et 103.000 pour l'année 2011. Ce qui a entraîné une importante hausse du taux de chômage chez les 15-24 ans, qui est passé de 33,5% à 36%. En revanche, grâce à une bonne campagne agricole, le monde rural a enregistré la création de 80.000 postes après une perte de 47.000 en 2012. Au total, ce sont 114.000 emplois qui ont été créés par l'économie nationale en 2013 au moment où le marché de l'emploi a enregistré l'arrivée de 157.000 personnes. Ce qui s'est traduit par une hausse de 0,2 point du taux de chômage de 9,2%.

### 89.000 postes créés au 1er trimestre 2014

AU terme du premier trimestre 2014, l'économie nationale a généré 89.000 nouveaux emplois dont 46.000 en milieu urbain. Des créations qui constituent le solde entre les 93.000 emplois gagnés par le secteur des services et 53.000 par l'agriculture et la perte de 45.000 et 12.000 emplois subies respectivement par l'industrie et les BTP. Les chiffres du HCP indiquent que le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 personnes, dont 74.000 en milieu urbain. Le taux de chômage est ainsi passé de 9,4 à 10,2%. □

Sur le plan sectoriel, l'emploi dans le BTP s'est contracté avec la perte de 50.000 postes. En cause, le ralentissement enregistré depuis 2009, avec une croissance d'à peine 1,4% en 2013 contre 2,1% en 2012.

Or, 55.000 nouveaux postes étaient créés en moyenne sur la période 2008-2011.

Le secteur des services, qui a généré 101.000 postes en 2013 reste le premier pourvoyeur d'emplois, notamment dans les branches services personnels, commerce de détail et services fournis principalement aux entreprises. Les services occupent près de 40% de la population active occupée, devant l'agriculture, 39,3%. Quant à l'industrie, elle a connu la création de 5.000 postes contre une perte annuelle de 25.000 emplois au cours des quatre dernières années. Ce qui est symptomatique de la désindustrialisation du tissu productif national. L'industrie occupe désormais 11,4% de la population active contre 13,4% en 2000.

Sur le plan de la répartition géographique, les régions les plus dynamiques en

matière de croissance sont l'Oriental avec une hausse de 17,7%, suivie du sud (15,6%) et Rabat (14%). A l'inverse, Tadla-Azilal et Fès Boulemane enregistrent les hausses les plus faibles, avec respectivement 4,2% et 0,5%.

L'analyse des emplois révèle d'importants changements sur la période 2006-2012. La part des salariés a baissé de 66,4% à 63,7% en milieu urbain et a augmenté de 22,1% à 23,1% en zones rurales. C'est la

proportion des indépendants qui a le plus progressé puisqu'elle représente le quart des emplois contre 20,9% en 2006. Bank Al-Maghrib relève par ailleurs la précarité des nouveaux emplois puisque à peine 36% des postes font l'objet d'un contrat et à peine 20% de la population occupée bénéficie d'une couverture sociale.

Au cours de ces dernières années, la structure de l'emploi s'est beaucoup améliorée sauf que la qualification de la main-

d'œuvre reste faible puisque les non-diplômés représentent les deux tiers de la population active, 25,5% des personnes sur le marché de l'emploi détiennent un diplôme de niveau moyen tandis que les diplômés de l'enseignement supérieur pèsent à peine 11,3%. □

H. E.